

21 567
Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/155(v)
Mars 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation
et d'exécution de projets (MULPOC) pour
les Etats de l'Afrique de l'Est et de
l'Afrique australe

Troisième réunion du Comité sous-régional
chargé de l'intégration des femmes au
développement

Mbabane (Royaume du Swaziland)
15 au 19 mars 1983

RAPPORT DE LA
TROISIEME REUNION DU COMITE SOUS-REGIONAL
CHARGE DE L'INTEGRATION DES FEMMES AU
DEVELOPPEMENT

A. HISTORIQUE ET INTRODUCTION

1. Le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement dans le cadre du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC de Lusaka) des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a tenu sa troisième réunion à Mbabane (Royaume du Swaziland) du 15 au 19 mars 1983.
2. Conformément à la résolution de la Conférence régionale sur l'exécution du Plan mondial et des plans régionaux et nationaux d'action pour l'intégration des femmes au développement réunie à Nouakchott qui recommandait que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) prenne des mesures pour que soient créés au niveau sous-régional des comités chargés de mettre en oeuvre les plans d'action pour l'intégration des femmes au développement, ceci dans le cadre des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été inauguré lors d'une réunion tenue à Lusaka (Zambie) du 19 au 21 juin 1978.
3. Afin de permettre au Comité sous-régional d'évaluer les progrès accomplis sur la voie de la pleine intégration des femmes au développement global des Etats membres, la CEA convoque tous les deux ans des réunions dudit Comité au cours desquelles celui-ci peut examiner dans quelle mesure le programme de travail adopté lors de sa précédente réunion a été exécuté et déterminer des directives pour l'avenir.
4. Telles étaient donc les tâches de la troisième réunion du Comité sous-régional :
 - a) Examiner les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail pour 1981/1982 ainsi que les problèmes éventuellement rencontrés;
 - b) Etudier le programme de travail approuvé pour 1983 par le Conseil des ministres du MULPOC lors de sa sixième réunion tenue à Mbabane (Swaziland) en février 1983;
 - c) Examiner les propositions et priorités présentées par les Etats membres qui devraient servir de base à l'élaboration du programme de travail pour 1984/1985 et à la conception de directives et stratégies destinées à favoriser la pleine intégration des femmes à tous les secteurs du développement national;
 - d) Offrir aux Etats membres la possibilité de se faire part mutuellement de leurs points de vue et de leurs expériences en matière de promotion des femmes;
 - e) Identifier des sources de soutien aux programmes sous-régionaux en faveur des femmes;
 - f) Etudier certaines questions d'intérêt particulier relatives aux femmes et au développement.

B. OUVERTURE DE LA REUNION, PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

5. La réunion a été officiellement ouverte par M. A.K. Hlophe, Ministre de l'agriculture et des coopératives, au Royal Swazi Conference Centre, près de Mbabane. M. M. Mhlanga (Lesotho) président sortant du Comité sous-régional, a rendu hommage à la mémoire de feu Linda Vilakati au nom des Etats membres. M. J. Gordon, Représentant résident du PNUD à Mbabane, a fait une déclaration au nom du Secrétaire exécutif de la CEA. La représentante de Djibouti a présenté une motion de remerciements au Gouvernement du Swaziland au nom de tous les participants. La session d'ouverture s'est conclue sur la projection par M. P. Malafa, Directeur régional du Centre d'information des Nations Unies, d'un film sur la situation des femmes dans le contexte du développement rural.

Participation

6. Participaient à la réunion les Etats membres suivant : Angola, Botswana, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

7. Etaient également représentés les mouvements de libération d'Afrique australe, l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, le Pan Africanist Congress (PAC of Azania), ainsi que la South West African People's Organisation (SWAPO).

8. Les organisations suivantes participaient à la réunion en observateurs : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Centre d'information des Nations Unies (CIHU) et l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

Election du Bureau

9. Voici quels ont été les Etats membres élus au Bureau du Comité sous-régional :

- | | | |
|-------------------|--------------|------------------------------|
| - Présidente | : Swaziland | - Mme Lydia Nakhubu |
| - Vice-Présidente | : Ethiopie | - Mme Ngat Mengesha |
| - Rapporteur | : Seychelles | - Mme Barbara Quan-Yat Coune |

Ordre du jour

10. Les participants ont approuvé l'ordre du jour suivant après l'avoir dûment modifié :

- i) Ouverture officielle de la réunion
- ii) Election du Bureau
- iii) Adoption de l'ordre du jour et de la procédure d'organisation des travaux
- iv) Rapport présenté par le président sortant du Bureau du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement
- v) Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail approuvé lors de la deuxième réunion du Comité et sur les activités effectuées par le CARFF dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en matière d'intégration des femmes au développement
- vi) Etude des besoins des femmes en matière de développement, recherche sur les activités lucratives des femmes swazi

- vii) Exposés présentés par les Etats membres
- viii) Programme pour jeunes filles non-scolarisées
- ix) Examen des priorités et du programme de travail pour 1983 puis pour 1984/1985
- x) Questions diverses
- xi) Date et lieu de la prochaine réunion
- xii) Adoption du rapport et des recommandations

C. COMPTE-RENDU DES TRAVAUX

11. Au début de la réunion, M.M. Mhlanga, président sortant du Comité, a rendu hommage au nom des participants à feu Linda Vilakati, dont la mort a été une terrible perte pour le Swaziland, pour la sous-région et pour l'Afrique tout entière.

12. M. J. Gordon, le Représentant résident du PNUD au Swaziland, a ensuite présenté une déclaration au nom du Secrétaire exécutif de la CEA. Il a remercié Sa Majesté la Régente, le Gouvernement et le peuple du Royaume du Swaziland pour avoir accepté d'accueillir cette troisième réunion du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement et pour avoir offert leur chaleureuse hospitalité aux participants.

13. Le représentant de la CEA a également offert les condoléances de la CEA à la famille de feu Linda Vilakati et à la nation Swazi qui pleurent cette femme dynamique et dévouée. Il a ensuite rappelé l'importance vitale des contributions que les Africaines apportent et pourraient apporter au développement socio-économique de leurs pays. Il a souligné que cependant on ne tenait pas jusqu'à présent suffisamment compte de leur rôle crucial, et notamment de leur rôle de productrices, dans les prises de décisions relatives à la planification du développement national. Il a donc souligné qu'il faudrait insister auprès de ceux chargés de prendre des décisions en la matière pour que les plans nationaux de développement donnent aux femmes la place qui leur revient. Il a ensuite parlé de quelques-unes des activités entreprises au cours des deux dernières années à ce sujet par la CEA, notamment le Stage sur les répercussions des politiques gouvernementales sur l'intégration des femmes au développement organisé à Kabwe en 1981 et les cours de planification et de gestion du développement par rapport aux femmes organisés à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

14. Le représentant de la CEA a conclu en rappelant le rôle essentiel que doit jouer le Comité sous-régional, structure et instrument indispensable pour promouvoir la coopération et la planification collective de stratégies pour accélérer la participation des femmes au développement. Il a appelé le Comité à préparer un plan d'action réaliste pour 1983-1985 et à concevoir des propositions concrètes pour en assurer véritablement la répercussion dans tous les pays membres de la sous-région.

15. En procédant à l'ouverture officielle de la réunion, M. A.K. Hlophe, Ministre de l'agriculture et des coopératives a d'abord souhaité la bienvenue aux participants au nom de la Régente, du Gouvernement et du peuple du Royaume du Swaziland.

16. Il a fait remarquer que c'était pour le Swaziland un honneur que d'accueillir cette troisième réunion du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement. Il a expliqué ensuite que les femmes swazi avaient de nombreuses activités : agriculture et élevage, programmes d'amélioration des conditions de vie

familiale, développement communautaire, coopératives, organisations féminines bénévoles, projets de développement et organisations religieuses. Les plans et activités nationaux de développement commençaient donc à tenir compte des femmes.

17. On pouvait parler d'équité en matière d'enseignement et d'emploi mais les femmes continuaient de rencontrer dans ces domaines des obstacles d'ordre culturel, traditionnel et marital. Les jeunes femmes en particulier avaient du mal à trouver du travail dans les centres urbains où elles étaient nombreuses à venir grossir les rangs des chercheurs d'emplois. Il a souligné qu'il faudrait intégrer ces jeunes femmes au développement des zones rurales.

18. Rappelant que les femmes étaient partie intégrante de la société dans son ensemble, il a insisté sur le besoin de concevoir les programmes relatifs à l'intégration des femmes au développement de façon globale, parce que si l'on ne s'attachait qu'à des projets et programmes isolés en leur faveur, cela risquait de n'aboutir qu'à creuser encore le fossé entre les sexes. Il a souligné à cet égard qu'il serait indispensable de choisir des stratégies adéquates pour l'intégration des femmes au développement. Les objectifs locaux et nationaux de développement devraient se compléter et s'appuyer mutuellement dans ce but. Il a conclu en réaffirmant le plein soutien de son Gouvernement aux efforts du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement.

19. Mme Sirad I. Issa représentante de Djibouti, a présenté au nom de tous les participants une motion de remerciements à Sa Majesté la Régente, à Son Gouvernement et au peuple du Swaziland pour l'assistance et l'hospitalité offertes à la réunion.

20. En fin de séance, M. P. Malafa, Directeur régional du Centre d'information des Nations Unies, a présenté un film sur la situation des femmes par rapport au développement qu'ont pu apprécier les participants, les invités ainsi que M. le Ministre de l'agriculture et des coopératives.

Rapport présenté par le président sortant du Bureau du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement (point 4 de l'ordre du jour)

21. M. M. Mhlanga (Lesotho), président sortant du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement, a présenté un rapport sur les activités accomplies par le Bureau au cours des deux années passées. Après avoir rappelé le mandat du Comité et de son Bureau, il a souligné quelques-unes des activités accomplies en vertu dudit mandat : le président du Bureau avait participé à la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, tenue à Maseru (Lesotho) en janvier 1981, afin d'y présenter le rapport, les recommandations et le programme de travail élaborés par la deuxième réunion du Comité sous-régional ^{1/}. L'ensemble du Bureau avait représenté la sous-région aux deux réunions du Comité régional africain de coordination (CR/C) tenues respectivement à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1981 et à Douala (République-Unie du Cameroun) en mars 1982. Le président

sortant a insisté sur quelques-unes des plus importantes recommandations adoptées par ces deux réunions du CRAC qui suggéraient notamment qu'il faudrait que les programmes des femmes des MULPOC de Lusaka et de Niamey disposent de plus de personnel, une personne en plus par MULPOC, et que les Etats membres offrent des contributions auxdits programmes.

22. Le président sortant a parlé ensuite des délibérations et des recommandations de la troisième réunion du Bureau qui s'était tenue à Lusaka (Zambie) en février 1982 2/.

23. Voici quelles étaient ces recommandations :

- i) Il faudrait absolument organiser au niveau national des activités de suivi aux stages, séminaires ou voyages d'étude sous-régionaux afin d'assurer l'effet multiplicateur des connaissances, qualifications et expériences acquises au cours de ces activités;
- ii) Il faudrait que les Etats membres informent la CEA des activités de suivi ainsi entreprises dans leur pays afin d'assurer une véritable répercussion du programme de travail;
- iii) Il faudrait améliorer le mode de diffusion aux Etats membres et entre ceux-ci des informations relatives aux programmes et projets en cours, ceci pour que chaque pays puisse s'enrichir grâce aux expériences des autres pays;
- iv) Il faudrait créer auprès des MULPOC pour les programmes en faveur des femmes des postes financés par le budget ordinaire de l'ONU;
- v) Les Etats membres devraient augmenter leur soutien au programme du MULPOC en faveur des femmes en payant pour la participation de leurs représentants aux réunions du MULPOC et autres activités relatives à la promotion des femmes;
- vi) Il faudrait que les Etats membres s'abstiennent d'annuler ou de repousser des activités prévues pour une période donnée et dont le financement est déjà acquis, car cela peut avoir des conséquences fâcheuses et provoquer notamment de sérieuses pertes financières.

24. Dans son rapport, le président sortant a aussi mentionné que lors de la réunion tripartite de revue du Programme des MULPOC en faveur des femmes, le PNUD avait décidé de continuer à financer ledit programme et à offrir des fonds au CRAC ainsi qu'au cours sur la planification et la gestion du développement pour les femmes organisé à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

25. Il a souligné pour conclure les trois principaux obstacles auxquels s'était heurté le Bureau, à savoir :

- a) les problèmes financiers notamment les difficultés à trouver des fonds pour les déplacements du président pour lui permettre de participer aux réunions du Conseil des ministres du MULPOC;
- b) l'absence de certains des membres du Bureau aux réunions mêmes du Bureau et à celles du CRAC;
- c) le fait que des personnes différentes représentent leur pays aux diverses réunions du Bureau, d'autant plus préoccupant que les nouveaux participants n'ont pas été informés du contenu desdites réunions par leurs prédécesseurs.

26. Dans les discussions qui ont suivi, les participants se sont inquiétés des problèmes financiers du Bureau et ont suggéré que l'on devrait trouver comment obtenir des fonds, notamment pour permettre à la personne chargée de présider le Bureau de représenter le Comité sous-régional aux réunions du Conseil des ministres du MULPOC afin d'assurer que les préoccupations et besoins des femmes soient véritablement intégrés dans les délibérations et les activités du Conseil des ministres. En outre, les participants ont appelé la CEA et les Etats membres à inclure des femmes dans toutes les délégations qui se rendent à des conférences internationales et notamment aux réunions du Conseil des ministres du MULPOC. Ils ont également recommandé que les Etats membres financent la participation de leurs représentants aux réunions et autres activités relatives à l'intégration des femmes au développement.

27. Les participants ont également fait observer qu'il n'y avait pas suffisamment de coordination au sein même des pays, si bien que lorsqu'une personne était envoyée par un ministère ou une institution pour participer à une activité de formation ou réunion organisées par la CEA, les autres ministères du pays n'en étaient pas informés et ne participaient pas aux activités de suivi. Il faudrait donc que soient créés des mécanismes chargés de la coordination qui feraient en sorte que les connaissances et qualifications acquises lors de ces réunions ou activités soient bel et bien utilisées. Ces mécanismes se chargeraient des activités de suivi et de transformer en actions concrètes les recommandations adoptées par diverses réunions.

Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail approuvé lors de la deuxième réunion du Comité et sur les activités effectuées par le CARFF dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en matière d'intégration des femmes au développement (point 5 de l'ordre du jour)

28. Le secrétariat a présenté un rapport sur l'exécution du programme de travail approuvé lors de la deuxième réunion du Comité sous-régional et sur les activités accomplies par le Centre africain de recherche et de formation pour les femmes (CARFF) dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe 1/. Il s'agissait donc de deux sortes d'activités, celles exécutées dans le cadre du MULPOC de Lusaka avec l'appui du CARFF et celles effectuées en fonction du programme de travail du CARFF.

29. Voici un résumé des activités accomplies en 1981 et 1982 dans le cadre du MULPOC de Lusaka : Stage sous-régional sur la répercussion des politiques,

1/ Documents ECA/MULPOC/Lusaka/155(ii)
et ECA/MULPOC/Lusaka/155(iii)

structures et programmes gouvernementaux sur la participation des femmes au développement organisé et financé conjointement par l'Institut panafricain pour le développement (IPAD), le FISE et le MULPOC de Lusaka avec l'assistance du CARFF, à Kabwe (Zambie) du 29 juin au 4 juillet 1981; deux études menées l'une au Kenya l'autre au Malawi pour y déterminer dans quelle mesure les plans nationaux de développement tiennent compte des affaires féminines; soutien apporté au projet pilote en faveur des services de santé pour les femmes, Limulunga (Zambie); troisième réunion du Bureau du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement tenue au siège du MULPOC, Lusaka, les 1 et 2 février 1982; stage inter-pays organisé en français du 15 au 27 février 1982 à propos de la formulation, l'exécution et l'évaluation de projets; séminaire d'information organisé au Malawi du 28 septembre au 1er octobre 1982 au sujet de la création ou de la consolidation de mécanismes nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement; trois études d'évaluation des besoins, l'une aux Comores, l'autre à Djibouti, la troisième en Ouganda, ainsi que des missions d'évaluation des besoins.

30. Le secrétariat a aussi rappelé les activités effectuées par le CARFF dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en 1981 et 1982 : cours organisé depuis 1981 à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (Arusha, République-Unie de Tanzanie) à propos de la planification et des femmes; stage régional pour les responsables et producteurs de programmes radiophoniques organisé et financé conjointement par le CARFF, l'UNESCO et le FISE du 14 avril au 5 mai 1981; stage sur l'amélioration des conditions de vie des femmes des zones rurales organisé pour les pays lusophones d'Afrique du 4 au 22 mai 1981 à Addis-Abeba (Ethiopie); réunion régionale d'experts anglophones s'occupant de jeunes filles non-scolarisées organisée au Commonwealth Youth Programme Africa Centre (Lusaka, Zambie) du 17 au 30 août 1981; formation du personnel chargé du développement communautaire au Malawi aux techniques d'impression sur tissu "nouer-lier-teindre" assurée par un volontaire du CARFF de février à avril 1981; voyage d'étude au centre de technologie appropriée de Karen (Kenya) pour des membres du personnel du Zambia Council for Social Development avril 1981; étude menée sur les pertes alimentaires après les récoltes, en particulier à propos du maïs, en octobre - novembre 1981; cours sur les techniques de communications organisé pour des enseignantes et agent de vulgarisation par le CARFF et l'IPAD à Kabwe (Zambie) du 1er juin au 15 juillet 1982; stage sous-régional sur l'utilisation des recherches relatives aux femmes par les mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement, Harare (Zimbabwe) du 5 au 16 juillet 1982; stage national de formulation, exécution et évaluation de projets, Zimbabwe, 5 au 16 juillet 1982, stage-voyage d'étude pour des enseignantes et directrices de projets chargées de la création d'emplois et autres activités lucratives, Swaziland, du 18 au 29 octobre 1982; séminaire régional sur les mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement organisé à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 27 novembre 1982; bourses offertes à trois jeunes femmes pour leur permettre de suivre un cours de planification du développement et d'évaluation des projets de développement rural, à l'IPAD, Kabwe, en 1982.

31. Le secrétariat a également mentionné que la CEA aidait les mouvements de libération en les invitant à participer à pratiquement toutes les activités de formation organisées pour les Etats membres indépendants. Le CARFF offre en outre aux mouvements de libération un programme de bourses répondant à leurs demandes spécifiques.

32. Le secrétariat a ensuite souligné la nature des obstacles qui s'étaient opposés à l'exécution du programme de travail pour l'intégration des femmes au développement :

- i) Manque de personnel par rapport aux dimensions de la sous-région;
- ii) Manque de fonds pour exécuter les activités prévues;
- iii) Annulation ou recul de projets, ce qui a parfois pour conséquence l'obligation d'en restituer le financement aux bailleurs de fonds;
- iv) Répercussion limitée du programme dans les pays, qui s'explique sans doute par l'absence d'actions de suivi.

33. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont remarqué qu'il faudrait améliorer les communications entre la CEA et les Etats membres et que la CEA devrait prévenir plus longtemps à l'avance des activités qu'elle organise afin de permettre aux Etats membres d'en prévoir le financement. Le secrétariat a cependant fait remarquer que les pays membres pouvaient prévoir l'organisation et le financement de ces activités étant donné que le programme de travail était élaboré deux ans à l'avance. A propos d'éventuels critères déterminant l'offre d'assistance par la CEA, le secrétariat a précisé qu'il n'y avait pas de tels critères et que l'assistance de la CEA répondait en général à des demandes faites par les Etats membres. On tenait cependant compte à ce sujet de certains facteurs, par exemple, les problèmes de langages. En effet, l'organisation d'activités de formation avec plusieurs langues de travail revenait extrêmement cher en frais d'interprétation et de traduction. Mais les activités organisées en une seule langue, par exemple l'anglais, étaient généralement répétées dans une autre langue de travail des Nations Unies afin que tous les pays de la sous-région puissent en bénéficier. On a remarqué que si certains pays ne participaient pas à des activités de formation offertes par la CEA, cela était souvent dû au fait qu'ils n'avaient pas reçu d'invitation.

34. On a appelé l'attention de la CEA sur le problème des réfugiés dans certaines parties de la sous-région, telles que la Somalie. A cet égard, le secrétariat a expliqué que la CEA, de même que d'autres institutions, se préoccupe du problème des réfugiés en Afrique australe et ailleurs et s'efforce d'identifier les domaines qui exigent une assistance prioritaire.

35. Dans le domaine des ressources financières et humaines nécessaires au programme sous-régional, le Comité a parlé d'autres sources possibles de financement, témoin la CEE qui serait prête à financer certains projets inscrits au programme. Quant aux ressources humaines, les participants ont souhaité que la CEA fasse en sorte que la volontaire de l'ONU qui serait nommée au poste d'assistante de la coordinatrice du programme des femmes auprès du MULPOC de Lusaka vienne de la région africaine.

36. Les participants ont aussi souligné qu'il serait indispensable de concevoir de nouvelles mesures et stratégies concrètes et réalistes afin de traiter des questions fondamentales pour la promotion des femmes telles que l'inclusion des programmes en faveur des femmes dans le cadre global du processus de développement, l'augmentation du nombre de femmes en mesure de prendre des décisions dans ce domaine, le soutien des gouvernements aux programmes en faveur des femmes, la participation de femmes aux conférences internationales, etc. On a par ailleurs rappelé qu'il serait indispensable que des hommes participent aux réunions et autres activités organisées pour la promotion des femmes afin de leur permettre de prendre conscience du concept d'intégration des femmes au développement, de changer leurs attitudes négatives, de s'assurer leur soutien et d'obtenir finalement la complémentarité sur un pied d'égalité entre les contributions qu'hommes et

Etude des besoins des femmes en matière de développement - recherche sur les activités lucratives des femmes swazi (point 6 de l'ordre du jour)

37. Mme Simanga Nxumalo, assistante de recherche auprès de l'Université du Swaziland, a présenté son étude, parue sous la cote ECA/MULPOC/Lusaka/155(vii). Elle a analysé les arguments en faveur de l'intégration des femmes au développement, expliquant que tous les membres de la population devraient participer activement au processus de développement afin que celle-ci bénéficie de la pleine et entière utilisation de toutes les ressources humaines. Elle a ajouté que les femmes devraient maintenant être isolées de façon positive pour compenser le mépris avec lequel elles ont été traitées jadis. Par ailleurs, si la participation des femmes au processus de développement était plus importante, cela profiterait à leurs familles comme à l'ensemble de la communauté.

38. Mme Nxumalo a présenté ensuite un tableau des activités lucratives entreprises au Swaziland par des femmes en détaillant :

- les domaines de production - couture, tricot, artisanat, etc.;
- les modes de production, individuel ou collectif, en précisant les avantages et les inconvénients de chacun;
- les sources d'apports, matières premières, crédits, etc.;
- les problèmes de commercialisation;
- les revenus qu'apportaient ces activités et la façon dont ils étaient utilisés; etc.

39. L'étude précisait en outre quels étaient les principaux obstacles qui s'opposaient à ces activités :

- absence de centrale de vente;
- difficulté d'obtenir des prêts et parfois ignorance de la possibilité même d'en obtenir ou de la façon de les demander;
- assimilation des femmes (en particulier des femmes mariées) à des mineurs qui ont besoin de la permission de leur mari pour obtenir des prêts ou être propriétaires de leurs terres;
- coût élevé des matières premières;
- problèmes de transport;
- qualité insuffisante des produits;
- surcharge de travail due au double fardeau des tâches domestiques s'ajoutant au travail lucratif;
- production de bas niveau destinée uniquement au marché intérieur;
- manque de qualifications des productrices en matière de gestion et de comptabilité.

40. L'étude présentait ensuite les recommandations suivantes afin d'améliorer les conditions de production des femmes et de promouvoir leur indépendance matérielle :

- les femmes devraient être encouragées à s'essayer à de nouvelles formes d'entreprises plus intéressantes : petites et moyennes entreprises agricoles pour la production de volailles ou de porc, entreprises de transports, etc. Il faudrait cependant aussi améliorer les qualifications qu'elles ont d'ores et déjà acquises;
- il faudrait étudier les besoins, désirs et valeurs des divers groupes de femmes;
- il faudrait faire des recherches sur les technologies appropriées qui permettraient de soulager les femmes de certaines tâches domestiques.

- avant d'engager des activités lucratives, il faudrait faire des recherches sur la présence de matières premières, de transports et autres infrastructures;
- les études de marché sont également indispensables;
- il faudrait que les possibilités de crédits soient offertes à tous, même les plus pauvres;
- il faudrait étudier quelles sont les meilleures formes de production, individuelles ou collectives;
- il faudrait que toutes les personnes qui participent à ces activités lucratives reçoivent une formation en matière de gestion et de comptabilité;
- il faudrait créer auprès des commissions chargées du plan un département des affaires féminines qui s'occuperait de financer les projets en faveur des femmes et de coordonner les activités des organisations dont l'objectif est de promouvoir lesdits projets.

41. L'étude a fait l'objet de discussions en même temps que l'exposé présenté par le Swaziland qui donnait également des renseignements importants sur les activités lucratives des femmes swazi, notamment sur le système de fonds tournant destiné à offrir des prêts à des femmes disposant de certaines qualifications afin de leur permettre de se mettre à leur compte.

42. Au cours de ces discussions, les participants ont insisté sur le besoin d'encourager les femmes à monter non seulement de petites entreprises qui s'ajoutent à leurs tâches domestiques mais aussi des entreprises de grande envergure. On a demandé quelles mesures avaient été prises en matière juridique sur la question de l'assimilation des femmes à des mineurs. La réponse était que cette question n'avait pas été abordée sur le plan juridique de sorte que la loi n'avait pas été modifiée. Le système de fonds tournant pour offrir des prêts qui existe au Swaziland a beaucoup impressionné les participants qui ont souhaité s'inspirer de cette expérience.

Exposés présentés par les pays (point 7 de l'ordre du jour)

43. Dans leurs exposés, les chefs de délégation ont décrit le rôle que jouaient les femmes dans le développement actuel de leur pays respectif. Elles ont souligné les diverses mesures prises dans leur pays pour améliorer la situation des femmes et de leur famille et pour promouvoir véritablement leur participation au processus de développement de leur pays. Au cours de ces exposés comme des discussions qui les ont suivi, les participants se sont félicités de ce que les Etats membres étaient de plus en plus conscients des affaires féminines et reconnaissaient l'importance du rôle des femmes comme des contributions qu'elles apportent au développement socio-économique de tous les pays. Les Etats membres admettaient aussi que jusqu'à présent le potentiel que représentaient les femmes n'avait pas été suffisamment utilisé et qu'elles avaient moins d'opportunités que les hommes, ce qui s'expliquait par des circonstances historiques, certaines traditions, les attitudes négatives des hommes et des femmes elles-mêmes ainsi qu'en raison des discriminations à leur égard dans certaines législations. C'est pourquoi la plupart des gouvernements s'étaient maintenant engagés à prendre des mesures pour remédier à cet état de fait et assurer la justice et l'égalité entre les sexes afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et de leurs familles, d'assurer l'utilisation maximale du potentiel qu'elles représentent et leur véritable participation au processus de développement de leur pays.

44. A cet égard, les Etats membres ont beaucoup progressé depuis 1975, Année

ferme (1976-1985). Voici quelques-unes de leurs principales réalisations :

- la prise de conscience des questions féminines s'est accrue dans la plupart des pays;
- dans la plupart des pays ont été créées ou consolidées des structures (mécanismes nationaux) chargées de coordonner les efforts de l'intégration des femmes au développement et de collaborer avec les institutions concernées. Ces mécanismes nationaux, avec le soutien de leur gouvernement, ont entrepris des activités lucratives, technologies appropriées, santé, nutrition et soins aux enfants, formation professionnelle, etc. afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et de favoriser leur participation au processus de développement;
- des programmes nationaux d'action ont été engagés par certains pays dans le cadre de la Décennie internationale pour l'eau potable et l'assainissement;
- des services divers, vulgarisation agricole, crédits, prêts, atteignent maintenant les femmes;
- certains pays offrent des crédits spécifiques aux femmes qui disposent de certaines qualifications et veulent se mettre à leur compte;
- de nombreux pays offrent des services de santé primaire et des services de santé pré et post-nataux;
- les gouvernements ont adopté des politiques d'enseignement universel et parfois gratuit ce qui a contribué à augmenter le nombre de jeunes filles qui peuvent fréquenter les écoles et autres institutions de formation;
- des programmes nationaux d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes sont en cours dans de nombreux pays;
- on trouve de plus en plus de femmes qui choisissent des carrières techniques, docteurs, ingénieurs, économistes, chercheurs, techniciennes, etc.;
- il y a un peu plus de femmes qui occupent des positions élevées et participent aux prises de décisions politiques;
- la plupart des pays ont établi des services comme les crèches pour aider les femmes qui travaillent;
- la plupart des pays offrent des congés de maternité, certains payés à plein salaire, d'autres non-payés, d'autres encore partiellement payés. On a remarqué que la possibilité d'offrir des congés de maternité pour les femmes des zones rurales qui travaillent à leur compte devrait faire l'objet d'études plus poussées. Un seul Etat membre a signalé l'existence de coopératives agricoles qui offrent des congés de maternité payés aux femmes qui en sont membres;
- les femmes obtiennent à travail égal salaire égal dans la plupart des pays;
- de nombreuses lois et législations qui faisaient discrimination envers les femmes ont été soit abrogées soit modifiées afin d'assurer justice et égalité entre les sexes. Ces nouvelles lois et législations concernent divers domaines : propriété des terres, héritages des veuves, lois sur les mariages, sur la maternité, sur les impôts, les retraites, le travail et les salaires, etc.;
- quelques pays de la sous-région ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

45. Malgré ces réalisations, les exposés présentés par les pays et les discussions qui ont suivi ont révélé que la situation des femmes dans les États membres, et en particulier dans les zones rurales, n'a pas beaucoup changé et que divers obstacles subsistent. En voici quelques-uns :

- Insuffisance des ressources financières et humaines, c'est-à-dire de personnel formé et qualifié, attribué au sous-développement, ceci interdit le succès de programmes et projets qui favoriseraient véritablement l'intégration des femmes au développement;
- Faiblesse et incompétence des structures organisationnelles (mécanismes nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement), dues encore une fois au manque de ressources financières et de personnel;
- Lenteur et absence de coordination des efforts concernant la promotion des femmes lorsqu'il n'existe aucun organisme spécifiquement chargé de cette tâche;
- Attitudes traditionnelles négatives et résistance au changement chez les hommes comme chez les femmes;
- Déséquilibre persistant entre hommes et femmes en matière d'enseignement;
- Représentation minime des femmes aux niveaux élevés où se prennent les décisions;
- Discrimination envers les femmes qui travaillent dans le secteur privé;
- Lois relevant du droit coutumier et des religions qui s'opposent encore à la promotion des femmes;
- Impossibilité pour les femmes d'être propriétaires de leurs terres dans certains pays;
- Assimilation des femmes à des mineurs dans certains pays;
- Multiplication des tâches que doivent accomplir les femmes en particulier celles des zones rurales;
- Activités lucratives des femmes pauvres des villes et de celles des zones rurales axées sur leurs qualifications domestiques traditionnelles, fonctionnant sur une toute petite échelle et souffrant de ce fait de l'absence de débouchés, d'apports financiers, de sources de matières premières et de la pauvre qualité de leurs produits, ces activités étant isolées et ignorées dans les plans nationaux de développement ne bénéficient pratiquement pas du budget national;
- Persistance de certains modes de vie, comme celui des nomades, qui ne favorise pas le développement;
- Absence de paix dans certaines parties de la sous-région qui interdit tout développement;
- Insuffisance des actions entreprises dans les pays pour faire suite aux stratégies, recommandations, connaissances et qualifications provenant de stages, séminaires et réunions sous-régionaux ou régionaux.

46. Les recommandations relatives à ce point de l'ordre du jour et autres questions de fonds ont été combinées par un comité de rédaction et figurent en fin du présent rapport.

Situation des jeunes filles et jeunes femmes non-scolarisées (point 8 de l'ordre du jour)

47. La représentante de la Commission économique pour l'Afrique a présenté une étude sur la situation des jeunes femmes non-scolarisées dans les pays d'Afrique.
48. Elle y examinait d'abord la situation de l'ensemble de la jeunesse en Afrique. Les statistiques existantes indiquaient que la population africaine est composée essentiellement de jeunes. Nombre de ceux-ci n'avaient cependant pas accès aux possibilités de formation et d'emploi. Il s'agissait de ceux qui ne sont jamais allés à l'école, de ceux qui ont dû abandonner et de ceux qui ont fini leurs études. Le nombre des jeunes qui ont abandonné les zones rurales pour les centres urbains, à la recherche de possibilités d'emploi et de meilleures conditions de vie, n'a cessé de croître. Si les installations scolaires ont été récemment agrandies, cela n'a eu pour résultat que d'augmenter le nombre des chercheurs d'emploi. La situation des jeunes étant indissolublement liée à la situation socio-économique de leur pays, il fallait donc examiner celle des jeunes filles dans ce contexte.
49. Les données statistiques existantes indiquaient qu'il y a moins de jeunes filles que de garçons inscrites dans les écoles dans la plupart des pays d'Afrique. On constatait que pour de nombreuses raisons, les jeunes filles abandonnaient plus souvent que les garçons et qu'elles étaient moins nombreuses à atteindre l'enseignement supérieur. Il y avait de plus en plus de possibilités d'enseignement extra-scolaire mais, en termes de qualité, il fallait encore beaucoup d'améliorations pour préparer correctement les jeunes femmes à entreprendre des activités lucratives économiques dans les divers secteurs de l'économie nationale.
50. Il serait indispensable d'offrir des services d'orientation professionnelle et des informations adéquates sur les possibilités d'emploi afin d'encourager les jeunes femmes à faire de meilleurs choix dans ce domaine.
51. Outre la recherche de formation et d'emploi les jeunes femmes étaient aux prises avec des problèmes qui n'affectaient pas les jeunes gens. Il s'agissait notamment des dangers de tomber enceintes, de devenir mères et chargées des responsabilités familiales dès un très jeune âge, d'être rejetées et isolées par leurs familles et les autres membres de la communauté, d'avoir recours aux avortements illégaux ou aux infanticides, de se livrer à la prostitution pour survivre, d'être exploitées et persécutées dans leurs vies sexuelles avec des promesses de formation ou d'emploi qui se matérialisaient rarement. Les tâches domestiques, le manque de confiance en soi et de volonté, résultats des traditions culturelles et sociales, tout cela influençait les espoirs et les aspirations des jeunes femmes. L'absence de tous conseils et informations pour les préparer à la puberté pouvait aussi se traduire par des traumatismes qui se répercutaient sur leur équilibre personnel et leurs performances intellectuelles.
52. Les politiques nationales qui affectaient les jeunes femmes étaient celles relatives à la jeunesse et à l'intégration des femmes au développement. Ces deux types de politiques étant formulés en termes généraux ne faisaient pas spécifiquement référence aux jeunes femmes et à leurs besoins. Il faudrait donc que ces politiques se traduisent dans la pratique en projets et programmes spécifiques qui tiennent compte des besoins et problèmes spéciaux des jeunes femmes. Instruments de diffusion et de transmission de l'information, les mass média étaient une composante essentielle du développement économique. Malheureusement, ils ne présentaient pas

toujours une image positive des Africaines. On y voyait souvent une image traditionnelle des femmes à la maison, mères, épouses ou maîtresses, image parfois négative de femmes adultères, divorcées, prostituées. La publicité faisait des jeunes femmes des séductrices destinées à favoriser la vente de tel ou tel produit. Tous ces éléments contribuaient à former chez les jeunes femmes une image négative d'elles-mêmes et des femmes en général. Il faudrait donc introduire une véritable révolution dans les mass média pour qu'ils présentent des femmes l'image de productrices compétentes, dynamiques et participant activement au développement socio-économique. Ils devraient aussi jouer un rôle plus significatif en matière d'information et d'encouragement aux jeunes femmes qui voudraient tirer parti de toutes les possibilités d'emploi, y compris celles offertes par les mass media eux-mêmes.

53. Dans les discussions qui ont suivi la présentation de cette étude, on a convenu qu'il fallait étudier attentivement dans la plupart des pays d'Afrique, la situation des jeunes filles non-scolarisées parce qu'elles sont de plus en plus nombreuses, privées de toute formation, de tout emploi et ne recevant en général aucune attention spécifique. On a cependant accepté l'idée que leur absorption sur le marché du travail dépendait essentiellement de la situation socio-économique de leur pays respectif. De ce fait, les problèmes qui se posent à elles ne pourraient être résolus qu'en tenant compte des particularités de chaque pays.

Examen des priorités et du programme de travail pour 1983 et pour la période 1984 - 1985 (point 9 de l'ordre du jour)

54. Le secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/Lusaka/155(iv) et attiré l'attention des participants sur les priorités établies par la deuxième Conférence régionale pour l'intégration des femmes au développement qui s'était tenue à Lusaka (Zambie) en 1979. Les priorités relatives aux femmes par rapport au développement sont énoncées dans le Plan d'action de Lagos pour le développement socio-économique de l'Afrique qui présente également les directives et stratégies nécessaires à la promotion des femmes. Ces priorités sont annexées au document ECA/MULPOC/Lusaka/155(iv).

55. Pour la sous-région, les priorités avaient été précisées lors de la deuxième réunion du Comité sous-régional qui s'était tenue à Maseru (Lesotho) en novembre 1980. Les priorités alors établies avaient servi de base à l'élaboration du programme de travail mis en oeuvre en 1981 et 1982.

56. Le secrétariat a fait savoir aux participants que le Programme de travail pour 1983 avait, de même, été déterminé sur la base des priorités de la sous-région et des directives du Plan d'action de Lagos. Bien que ce Programme de travail pour 1983 ait déjà été adopté par le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, les priorités que soumettraient les Etats membres lors de cette troisième réunion du Comité sous-régional permettraient de choisir quel pays avait besoin de telle ou telle activité qui n'aurait pas été précisée jusqu'à présent. Voici les activités inscrites au Programme de travail pour 1983 qui ont été présentées aux participants :

- i) Stage sous-régional sur le développement du bois de chauffe et autres sources d'énergie pour les Africaines;
- ii) Réunion du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement;

- iii) Réunion du Comité régional africain de coordination (CRAC) pour l'intégration des femmes au développement;
- iv) Services consultatifs à propos des mécanismes nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement (un pays);
- v) Etudes sur le rôle des femmes dans le développement agricole et rural (deux pays);
- vi) Evaluation de l'exécution des recommandations du stage de 1981 sur les répercussions des politiques, structures et programmes gouvernementaux sur la participation des femmes au développement;
- vii) Bourse (une);
- viii) Suite au projet pilote de Limulunga sur le développement des services de santé pour les femmes (Zambie);
- ix) Missions d'évaluation des besoins.

57. Eu égard au programme proposé pour 1984 - 1985, les participants ont convenu que les activités suggérées pouvaient être maintenues sauf modification dont pourrait décider le Bureau en fonction des priorités soumises par les Etats membres lors de la présente réunion. Voici le programme de travail proposé pour 1984 - 1985:

Pour 1984

- Missions d'évaluation des besoins (quatre pays);
- Etudes sur la participation de femmes à des activités lucratives, notamment leur accès aux formations en matière d'administration et de gestion commerciales (contribution au stage qui sera organisé à ce sujet en 1985 - plusieurs pays);
- Etude sur la situation des femmes par rapport à l'eau potable et à l'assainissement comme contribution au séminaire qui sera organisé à ce sujet en 1985;
- Stage sous-régional sur la formation professionnelle et l'enseignement spécifique destinés aux jeunes filles non scolarisées;
- Assistance technique et services consultatifs pour les activités organisées au niveau national comme suite aux missions d'évaluation de besoins et aux stages et séminaires sous-régionaux;
- Bourse d'étude (une);
- Convocation et organisation de la réunion du Bureau du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement;
- Participation aux réunions des organes directeurs du MULPOC et préparation de rapports pour les dites réunions.

Pour 1985

- Missions d'évaluation des besoins (quatre pays);
- Recherches sur les femmes par rapport aux lois et législations en usage;
- Stages et/ou voyages d'étude sous-régionaux sur l'administration et la gestion par des femmes de petites entreprises lucratives;
- Stage sous-régional sur les femmes en tant que contributrices et récipiendaires de la Décennie internationale de l'eau potable et de

- Stage inter-pays sur la mise en valeur du bois de chauffe et autres sources d'énergie pour les Africaines (Angola, Comores, Djibouti et Madagascar);
- Assistance technique aux activités nationales de suivi aux missions d'évaluation, stages, séminaires et recherches sous-régionaux;
- Bourse d'étude (une);
- Convocation et organisation de la réunion du Bureau du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement et de la quatrième réunion du Comité lui-même;
- Participation à la réunion du CRAC;
- Préparation de rapports pour les réunions des organes directeurs du MULPOC et participation auxdites réunions.

58. Enfin, voici les priorités présentées par les Etats membres :

1. ANGOLA

- i) Collecte et diffusion de données sur le statut, les contributions et les besoins des femmes;
- ii) Développement de technologies appropriées et formation pour leur utilisation (consolidation du Centre de formation de Huambo dans les domaines relatifs à la technologie appropriée);
- iii) Bourses pour former des secrétaires administratives et des archivistes;
- iv) Bourses pour permettre à des jeunes femmes d'apprendre le français et l'anglais;
- v) Etudes des centres de formation de femmes, en particulier des projets et programmes offerts aux femmes des zones rurales à propos des technologies appropriées et des activités lucratives;
- vi) Séminaires sur la promotion de la santé et les programmes nutritionnels nécessaires pour améliorer les conditions de vie dans les zones rurales à l'intention des pays lusophones africains;
- vii) Formation spécifique pour jeunes femmes analphabètes;
- viii) Formation à la planification, la formulation et l'évaluation de projets d'intégration des femmes au développement;
- ix) Recherches sur les contributions des femmes à la croissance nationale de l'Angola grâce à leurs activités en matière d'agriculture, petites entreprises, commercialisation et travaux domestiques;
- x) Promotion de programmes destinés à améliorer les attitudes quant au rôle des femmes dans la famille et dans la société tout entière

2. BOTSWANA

- i) Consolidation du mécanisme national d'intégration des femmes au développement, augmentation du personnel et des ressources financières;
- ii) Etude nationale sur la situation des femmes de façon à :
 - a) déterminer les domaines d'action prioritaire,
 - b) offrir aux planificateurs des chiffres et des faits qui leur permettent de soutenir ces actions;
- iii) Projets nationaux placés sous la responsabilité du mécanisme national chargé des affaires féminines afin d'assurer qu'ils bénéficient aux divers groupes de femmes, y compris celles des zones rurales;
- iv) Stage sur la préservation des aliments, notamment du poisson que l'on trouve en abondance dans le nord-est du pays;
- v) Utilisation des mass media et réunions publiques pour faire mieux connaître aux femmes les lois qui les concernent;
- vi) Voyage d'étude pour les membres du mécanisme chargé des affaires féminines auprès des pays dont ces mécanismes fonctionnent bien;
- vii) Offre de suffisamment de temps aux membres du Comité inter-ministériel afin qu'ils puissent pleinement participer aux réunions

3. DJIBOUTI

Formation à la conception, l'exécution, l'évaluation et le suivi de projets :

- activités lucratives 1/,
- mécanismes nationaux (consultant),
- organisation des coopératives,
- technologies appropriées 1/,
- stage national de suivi à l'étude sur la situation des femmes à Djibouti et pour préparer des discussions sur un mécanisme national,
- moyens de communications avec les femmes nomades,
- campagne contre la circoncision des femmes 2/.

4. ETHIOPIE

- i) Formation en matière d'administration et de gestion des entreprises,
- ii) Formation en matière d'activités lucratives,
- iii) Formation à la préparation, l'exécution et l'évaluation de projets,
- iv) Promotion de l'institutionnalisation de technologies appropriées et activités de formation accrues dans ce domaine.

1/ Si possible voyages d'étude et/ou séminaires multinationaux

2/ Si possible réunion intra-MULPOC ou échanges avec autres pays concernés (Soudan, Sénégal, etc.)

5. KENYA

- i) Evaluation inter-ministérielle de la répercussion des activités de formation parmi les femmes des zones rurales;
- ii) Identification des problèmes et des besoins des femmes pauvres des centres urbains afin de sensibiliser les planificateurs et autres personnes chargées de prendre des décisions en la matière quant à la situation de ces femmes;
- iii) Etude sur les répercussions des activités des sociétés multinationales sur les conditions de vie des femmes;
- iv) Stage national sur les mass media afin de déterminer quels rôles positifs ceux-ci pourraient jouer en vue de faciliter l'intégration des femmes au processus national de développement;
- v) Séminaire sur l'enseignement en matière d'environnement pour sensibiliser à ce sujet les planificateurs et les femmes;
- vi) Collecte de documentations et de données en préparation de la Conférence de l'ONU qui marquera la fin de la Décennie internationale de la femme (1985)

6. LESOTHO

- i) Activités lucratives,
- ii) Formation et voyages d'étude,
- iii) Services consultatifs en matière de programmation,
- iv) Recherche sur le statut des femmes par rapport aux lois,
- v) Bourses pour des enseignantes,
- vi) Projets d'adduction d'eau dans les villages,
- vii) Publicité et enseignement de masse.

7. MALAWI

- i) Formation aux divers aspects des technologies appropriées,
- ii) Bourses pour des enseignantes de maternelles,
- iii) Formation à la préparation, la planification, l'exécution et l'évaluation de projets,
- iv) Techniques de collecte de données sur les femmes par rapport au développement, les qualifications en matière de gestion de marchés,
- v) Formation ou stage sur l'administration et la gestion des entreprises,
- vi) Activités de suivi pour continuer de consolider le mécanisme national d'intégration des femmes au développement avec l'aide de services consultatifs.

8. MAURICE

Services consultatifs et assistance technique dans les domaines suivants :

- i) divers types de formation
- ii) recherches de marchés pour les articles produits par des femmes
- iii) recherches sur les femmes dans certains secteurs spécifiques

9. SEYCHELLES

Services consultatifs et assistance technique;
Technologies appropriées;
Séminaires et conférences au niveau national;
Voyages d'étude.

10. SOMALIE

- i) Un expert - volontaire - pendant six mois ou un an - pour former aux techniques d'impressions sur tissu (nouer-lier-tendre, batik, etc.);
- ii) Un conseiller pour aider l'organisation des femmes (SUDU), pendant deux ans, dans les domaines suivants :
 - a) les femmes et le développement rural (agriculture);
 - b) planification, rédaction, exécution et évaluation de projets;
- iii) Formation :
 - a) pour le bureau national - deux séminaires : prise de décisions et exécution
 - b) dialogue de cinq jours avec tous les ministères, agences internationales, etc. concernées, à propos des meilleurs moyens d'intégrer les femmes au processus de développement;
- iv) Six bourses : une en dessin de mode, cinq pour le développement rural.

11. SWAZILAND

- i) Services consultatifs sur un mécanisme national d'intégration des femmes au développement,
- ii) Consolidation des activités lucratives pour les femmes des zones rurales,
- iii) Création de crèches près des lieux de travail,
- iv) Examen des lois et législations qui affectent les femmes,
- v) Collecte et diffusion de données et de renseignements sur le statut et les besoins des femmes,
- vi) Stages/voyages d'étude pour les femmes des zones rurales,
- vii) Recherche sur la situation des femmes dans l'industrie,
- viii) Amélioration des programmes de bourses pour offrir de meilleures possibilités de formation dans divers domaines,
- ix) Formation à la planification, la préparation, l'exécution, le suivi et l'évaluation de projets,
- x) Assistance financière pour la création de fonds tournants afin d'aider les

12. REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

- i) Etablissement de cliniques et de crèches près des lieux de travail, notamment des entreprises industrielles,
- ii) Formation en matière de planification et de gestion,
- iii) Formation dans le domaine des petites entreprises industrielles,
- iv) Formation en matière d'agriculture,
- v) Formation en matière de technologies appropriées pour la préservation des aliments.

13. OUGANDA

- i) Modification de certaines dispositions du décret sur le Conseil national des femmes (NCM),
- ii) Réorganisation du NCM,
- iii) Recherches sur les besoins des femmes par rapport au développement, financées par la CEA,
- iv) Acquisition de moyens de transport pour permettre au secrétariat du NCM de se rendre auprès des femmes,
- v) Réactivation du programme d'alphabétisation,
- vi) Traduction des passages du droit ougandais qui concernent les femmes en anglais plus simple et dans les six principales langues de l'Ouganda,
- vii) Production d'un magazine trimestriel pour les femmes,
- viii) Organisation des femmes des zones rurales qui vendent leurs produits sur les marchés en coopératives afin qu'elles puissent obtenir des prêts;

Assistance requise de la CEA :

- i) Voyage d'étude pour deux responsables du mécanisme national dans des pays où les activités des femmes réussissent,
- ii) Financement de deux séminaires nationaux :
 - a) les femmes et le développement,
 - b) gestion de projets, notamment d'activités lucratives,
- iii) Financement d'une étude de faisabilité et de la création de crèches pour les travailleuses des villes et des campagnes,
- iv) Demande d'un véhicule pour atteindre les femmes des zones rurales,
- v) Demande de fonds pour permettre au NCM d'installer des poulaillers (le projet a déjà été rédigé),
- vi) Etablissement d'un fonds semblable à celui des femmes swazi à Entfonjeni

Assistance requise de divers pays :

- i) Demande de matériel, caméras, appareils photo, magnétophones, pour permettre au NCH de produire un magazine pour les femmes. Ce matériel contribuerait aussi à améliorer les rapports établis sur les projets qui concernent les femmes, notamment en permettant de les illustrer avec des photos,
- ii) Fonds pour la réalisation d'une étude de faisabilité puis l'exécution d'un projet de formation mobile aux techniques d'impression sur tissus, travail des perles, fabrication de beurre clarifié dans les zones d'élevage, conservations de jus de fruits, etc.
- iii) Création d'un centre de technologies appropriées pour réduire le fardeau des femmes; (Le Ministère de l'agriculture a commencé ce programme en 1979 mais n'a guère progressé jusqu'à présent),
- iv) Consolidation du mécanisme national d'intégration des femmes au développement en plus de la recherche financée par la CEA et lorsque celle-ci sera achevée et le rapport rédigé, il faudrait que la CEA en assure le suivi en offrant pour au moins un an, les services d'un consultant au secrétariat du NCH qui contribuerait à la programmation et à la gestion de projets et à la création d'un centre d'information d'ici à 1985,

14. ZAMBIE

Soins de santé primaire,
Elaboration de technologies appropriées,
Qualifications en matière de gestion - administration, évaluation, identification,
Activités lucratives,
Voyages d'étude,
Adduction d'eau potable,
Bourses.

15. ZIMBABWE

- i) Programme pour jeunes filles non-scolarisées (services consultatifs, création d'une institution, enseignement de masse à destination des personnes concernées),
- ii) Education de masse sur les droits des femmes (brochures, films sur la situation des femmes dans d'autres pays, utilisation des mass media),
- iii) Création d'une commission sur le statut juridique des femmes et d'un tribunal sur les discriminations à l'égard des femmes,,
- iv) Voyages d'étude et services consultatifs sur les artisanats pour contribuer au développement de la société nationale de mise en valeur de l'artisanat,
- v) Formation pour la production de livres d'alphabétisation pour adultes et l'élaboration de cours de formation continue,
- vi) Formation à la formulation, l'exécution et l'évaluation de projets,
- vii) Développement de l'adduction d'eau et de sources d'énergie pour les femmes des zones rurales.

- viii) Formation de professeurs de maternelles,
- ix) Education civique et politique,
- x) Formation à l'administration et à la gestion des entreprises,
- xi) Examen des lois et législations qui affectent les femmes,
- xii) Promotion des technologies appropriées.

16. SHAPO, CONSEIL DES FEMMES

- i) Séminaire, stages, voyages d'étude,
- ii) Consolidation du mécanisme national,
- iii) Développement de la formation en matière de technologies appropriées,
- iv) Formation à la préparation, l'exécution et l'évaluation de projets,
- v) Promotion de la santé et de la nutrition pour améliorer les conditions de vie familiale,
- vi) Développement des sources d'eau potable pour les femmes des zones rurales,
- vii) Recherches sur les sources naturelles de teintures sur tissus,
- viii) Transports pour les enseignantes en milieu rural,
- ix) Formation en matière agricole,
- x) Bourses de perfectionnement.

17. PAN AFRICANIST CONGRESS OF AZANIA (PAC)

Formation de deux professeurs de maternelles,
Formation d'un nutritionniste,
Formation de trois femmes au journalisme, de préférence en Afrique,
Formation de femmes aux techniques du dessin de mode et des diverses possibilités d'impression sur tissu.

18. AFRICAN NATIONAL CONGRESS (ANC) D'AFRIQUE DU SUD

Contribution à la crèche installée à Lusaka (Zambie),
Préservation et promotion de l'héritage culturel et traditionnel,
Services consultatifs en provenance d'Afrique pour divers artisanats (travaux en perles, impressions sur tissus, etc., pour les personnes travaillant en Zambie et en République-Unie de Tanzanie),
Soutien au journal de la section des femmes "Voice of Women - VOW",
Soutien aux efforts déployés pour que les Africaines des pays indépendants d'Afrique se rendent compte des souffrances de leurs soeurs d'Afrique du Sud,
Séminaire sur les soins aux enfants et aux mères pour les personnes travaillant en République-Unie de Tanzanie.

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

59. Au titre de ce point de l'ordre du jour, on a souligné que si la plupart des priorités élaborées lors de la deuxième réunion du Comité sous-régional étaient encore valides, les Etats membres pouvaient procéder à une révision s'ils le désiraient. Les Etats membres ont chargé le secrétariat de demander au Comité préparatoire pour la Conférence mondiale de 1985 que soient conçus des questionnaires permettant d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis au cours de la Décennie internationale de la femme. Ces questionnaires devraient être rédigés dans un langage simple, concis et précis. Les participants ont convenu par ailleurs que des interprètes devraient accompagner les femmes des pays lusophones qui se rendent en voyage d'étude dans d'autres pays pour y bénéficier de l'expérience qui y a été acquise. Ils ont aussi demandé que les pays lusophones soient invités à participer aux activités entreprises pour les pays francophones des autres MULPOC.

60. Pour ce qui est d'augmenter la représentation de la sous-région aux réunions du Comité régional africain de coordination pour les femmes et le développement (CRAC), on a expliqué que ceci serait contraire au mandat du CRAC selon lequel les sous-régions y sont représentées seulement par les membres du Bureau de leur Comité sous-régional (Présidente, Vice-Présidente, et Rapporteur).

61. Pour répondre aux questions posées par les participants, le secrétariat a précisé quelles étaient les relations entre la CEA, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation panafricaine des femmes (OPAF), notamment dans la planification pour le développement socio-économique de l'Afrique. Si la CEA est un organe technique, l'OUA et l'OPAF sont de nature plus politique, ce qui n'empêchent pas les trois organisations de travailler de concert au développement du continent.

62. Au sujet des contacts entre les Etats membres et le Bureau du Comité sous-régional, on a expliqué que ceux-ci pouvaient se faire par l'intermédiaire du MULPOC de Lusaka qui sert de secrétariat au Bureau.

63. Le secrétariat a en outre demandé aux Etats membres de se conformer aux directives en préparant leurs exposés pour les réunions à venir et d'apporter un nombre suffisant d'exemplaires desdits exposés (au moins 50 exemplaires).

64. Les participants ont posé la question du changement des attitudes traditionnelles relatives à la division du travail entre les hommes et les femmes, notamment en ce qui concerne le partage des travaux domestiques. Après des discussions approfondies, les participants ont convenu que cette question était fondamentale pour la promotion des femmes. Ils ont cependant aussi admis qu'il faudrait élaborer des stratégies soigneusement préparées pour que ces attitudes soient modifiées sans porter atteinte aux hommes. On a précisé que l'enseignement devrait jouer en ce domaine un rôle essentiel. Tout en admettant que ce changement d'attitude se ferait progressivement, les participants ont recommandé que la question de la division du travail et du partage des responsabilités entre hommes et femmes soit inscrite aux délibérations des réunions, séminaires et stages organisés aux niveaux local, national, sous-régional et régional.

Date et lieu de la quatrième réunion du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement (point 11 de l'ordre du jour)

65. Date : la prochaine réunion du Comité sous-régional devrait avoir lieu en 1985.

66. Lieu : Voici les pays qui se sont offerts à accueillir la quatrième réunion du Comité sous-régional à condition que des lettres officielles à ce sujet leur soient adressées au moins six mois avant ladite réunion :

- Maurice,
- Ouganda,
- République-Unie de Tanzanie.

RECOMMANDATIONS

1. Lois et législations

Etant donné les souffrances qu'imposent aux femmes certaines lois et législations et le fait qu'elles doivent être pleinement intégrées au processus de développement de leur pays, la réunion recommande d'identifier, d'examiner, de modifier et de rectifier les lois qui empêchent la véritable participation des femmes au développement, puis de ratifier et mettre en vigueur ces nouvelles lois, dans les domaines suivants :

- i) Lois sur la famille :
 - mariages et divorces
 - nationalité du conjoint
 - héritages et successions
 - garde des enfants
 - assimilation des femmes à des mineurs
 - signature de contrats et autres accords légalisés
 - propriétés des biens
 - offre de crédits
- ii) Emploi
 - a) congés payés de maternité
 - b) salaire égal pour travail égal
- iii) Elimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes
 - a) ratification de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes
 - b) ratification de toute autre convention qui améliore le statut des femmes

Afin de réaliser ces recommandations, il faut en outre augmenter la prise de conscience des femmes à tous les niveaux afin qu'elles connaissent leurs droits, en utilisant pour ce faire :

- a) mass media
- b) brochures et tracts
- c) stages, réunions, séminaires, etc.
- d) mécanisme de surveillance.

2. Enseignement et formation

Le Comité sous-régional, conscient que les femmes doivent acquérir des connaissances et des qualifications afin de se suffire à elles-mêmes, présente les recommandations suivantes :

- i) les gouvernements devraient prendre des mesures afin d'élaborer de nouveaux programmes d'étude pratiques notamment pour les écoles primaires et secondaires pour offrir aux jeunes des connaissances et qualifications pratiques de sorte que s'ils doivent abandonner ou lorsqu'ils finissent leurs études ils puissent utiliser les connaissances acquises pour se suffire à eux-mêmes;
- ii) dans le cadre des politiques générales adoptées par les gouvernements pour l'ensemble de la population devraient s'inscrire des politiques claires et spécifiques pour répondre aux besoins particuliers des jeunes filles et des femmes;

- iii) chaque gouvernement devrait s'assurer qu'il y a autant de places offertes aux deux sexes dans les écoles primaires, secondaires et techniques comme dans les institutions d'enseignement supérieur;
- iv) il faudrait inscrire aux programmes des écoles et des groupes communautaires l'enseignement relatif aux conditions de vie des familles;
- v) il faudrait développer l'alphabétisation fonctionnelle et les autres formes d'enseignement et de formation extra-scolaires pour offrir aux jeunes filles et aux femmes des qualifications pratiques utiles. Il faudrait en outre modifier ces programmes de telle sorte qu'ils soient plus concrets;
- vi) il faudrait adopter délibérément des politiques en matière d'enseignement et de formation qui favorisent les femmes et les encouragent à choisir des carrières qui ne soient pas conventionnelles, notamment dans les domaines des sciences et des techniques;
- vii) les gouvernements devraient créer des instituts polytechniques et des écoles professionnelles qui tiennent compte aussi bien des besoins des jeunes gens que de ceux des jeunes filles non scolarisées.

3. Développement agricole et rural

Etant donné que les femmes constituent plus de la moitié de la population rurale et qu'elles jouent un rôle essentiel dans la production alimentaire et le développement agricole et rural, les efforts déployés dans ces domaines devraient tenir compte des éléments suivants :

- i) les populations des zones rurales, notamment les femmes, devraient être organisées en coopératives de production, de vente et de consommation;
- ii) les femmes devraient participer à l'identification, la planification, et l'exécution des programmes de développement rural;
- iii) en matière de formation, les femmes devraient pouvoir poursuivre des cours de formation professionnelle et technique relatifs au développement rural tels que vulgarisation, planification, gestion et direction du développement rural;
- iv) les femmes devraient pour les besoins de leurs fermes, avoir accès aux semences, engrais, services de vulgarisation, outils agricoles, technologies appropriées et facilités de crédit;
- v) il faudrait créer des agro-industries pour offrir plus de possibilités d'emploi dans les zones rurales et arrêter les migrations des campagnes vers les centres urbains;
- vi) il faudrait que les femmes des zones rurales bénéficient de congés payés de maternité, même celles qui travaillent temporairement ou à leur compte;
- vii) il faudrait encourager les femmes à monter des entreprises agricoles intensives de petites et moyennes dimensions en mettant à leur disposition les apports nécessaires;
- viii) il faudrait modifier les lois relatives à la propriété afin que les femmes des zones rurales puissent être propriétaires de leurs terres et en

4. Emploi

- i) les lois sur l'emploi des divers pays devraient être examinées et étudiées puisque certaines d'entre elles contiennent encore des discriminations envers les femmes;
- ii) les femmes doivent prendre connaissance des genres de formation qu'elles devraient acquérir afin de trouver des emplois autres que ceux auxquels on les a habituées et de devenir suffisamment compétentes pour être recrutées puis promues;
- iii) étant donné que dans tous les pays de la sous-région, le marché du travail ne peut absorber qu'à peine 40 p. 100 de la main-d'oeuvre qualifiée, il faudrait chercher d'autres possibilités d'emploi, notamment dans le secteur tertiaire, en permettant aux femmes de se mettre à leur compte;
- iv) il faudrait créer dans les zones rurales et peri-urbaines de petites industries afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et de freiner l'exode vers les centres urbains; ces industries devraient obtenir soutien ou subsides du gouvernement et être inscrites dans les plans nationaux de développement;
- v) il faudrait introduire des technologies appropriées qui facilitent la tâche des femmes et leur donnent plus de temps pour qu'elles se consacrent à des activités lucratives ou en augmentent la production;
- vi) il faudrait que les programmes des écoles soient conçus de sorte que ceux qui sont forcés d'abandonner leurs études aient reçu une formation qui leur permette de se suffire à eux-mêmes, par exemple dans le domaine de l'économie des foyers, de l'agriculture, ... Il faudrait développer l'esprit d'entreprise dès un très jeune âge;
- vii) il faudrait insister sur l'emploi de matières premières locales pour les activités lucratives;
- viii) il faudrait entreprendre des études de marchés nationales, sous-régionales et régionales afin de faciliter la commercialisation à tous les niveaux et le commerce entre les pays de la sous-région; les ministères du commerce et de l'industrie devraient promouvoir cette commercialisation afin d'éviter l'exploitation par les intermédiaires;
- ix) il faudrait créer des coopératives artisanales notamment pour résoudre le problème de vente;
- x) les gouvernements devraient adopter des politiques adéquates afin d'encourager les femmes à se lancer dans la production commerciale au lieu de s'en tenir à la simple subsistance.

5. Services de soutien

Etant donné les capacités des femmes et leur productivité en termes humains et économiques, les participants ont recommandé aux gouvernements de promouvoir, en même temps que d'autres activités de développement, des services de soutien appropriés afin d'améliorer les performances des femmes, leurs conditions de vie familiale, au service du développement national.

Ces services de soutien devraient être d'accès facile pour les femmes. En voici quelques exemples :

- i) services de santé communautaires, clinique de soins pré et post-nataux, cliniques de soins de santé primaire, cliniques mobiles;
- ii) centrales de vente pour les produits des femmes;
- iii) adduction d'eau potable par puits protégés ou canalisations;
- iv) crèches, garderies et maternelles;
- v) formulation de législations qui assisteraient les mères dans l'exercice de leurs rôles multiples, par exemple congé payé de maternité suffisamment long pour leur permettre de s'occuper correctement du bébé, moyens de transports mis à la disposition des mères pour qu'elles puissent aller nourrir leurs bébés, etc.;
- vi) services d'assurances et de conseils aux jeunes filles et aux femmes;
- vii) centres pour les femmes ou centres communautaires à objectifs multiples;
- viii) soutien financier des agences internationales ou d'autres gouvernements pour aider au développement de ces services.

6. Technologies appropriées

Vu le rôle que les technologies appropriées pourraient jouer dans l'amélioration des conditions de vie des femmes des zones rurales,

Etant donné les efforts qui ont déjà été faits pour que les technologies appropriées soient mises à la portée de ces femmes,

- i) chaque Etat membre devrait étudier l'efficacité des technologies appropriées utilisées pour diminuer le fardeau que représentent les tâches domestiques et permettre aux femmes d'entreprendre des activités lucratives et autres hors de leur foyer;
- ii) des voyages d'étude sous-régionaux et régionaux devraient être organisés pour les personnes qui s'occupent de technologies appropriées afin qu'elles puissent se rendre dans les pays où les efforts accomplis dans ce domaine ont porté leurs fruits;
- iii) un stage sous-régional devrait être organisé pour permettre aux Etats membres de :
 - a) se faire part de leurs expériences en la matière,
 - b) formuler de nouvelles stratégies relatives à l'utilisation des technologies appropriées;
- iv) chaque Etat membre devrait s'efforcer de faire parvenir les technologies appropriées, hors des centres de démonstration, jusque dans les villages et les foyers afin d'assurer qu'elles servent véritablement les femmes et leur famille;
- v) chaque gouvernement devrait inscrire des notions de technologies appropriées au programme d'étude des écoles, à partir du primaire.

7. Attitudes

Etant donné que les femmes doivent contribuer au développement de leur pays et bien que la constitution de la plupart des pays membres interdise les discriminations à leur égard, il apparaît néanmoins que les attitudes négatives envers les femmes persistent chez les hommes comme chez les femmes elles-mêmes, ce qui interdit à ces dernières de jouir des mêmes droits et des mêmes chances. Les participants ont donc recommandé les mesures suivantes afin de changer lesdites attitudes :

- a) organisation de séminaires pour permettre aux femmes de prendre conscience de leur valeur et apprendre aux hommes à tenir compte des femmes dans tous les efforts de développement;
- b) examen des programmes d'études des écoles pour en retirer toutes les images stéréotypées des deux sexes;
- c) utilisation des mass media, radio, journaux, etc. pour démontrer que les femmes ne sont ni inférieures, ni incapables, etc.;
- d) encouragement aux femmes afin qu'elles fassent carrière dans les mass media et contribuant à y présenter un portrait plus positif des femmes;
- e) participation d'hommes et de femmes aux séminaires, stages et autres réunions relatives à l'intégration des femmes au développement.

ANNEXE I

RESOLUTION I

Le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, lors de sa troisième réunion tenue à Mbabane (Swaziland) du 15 au 19 mars 1983,

Considérant que les femmes qui vivent sous le joug de l'apartheid en Afrique Sud ne peuvent participer librement aux programmes destinés à intégrer les femmes au développement,

Notant que les pratiques inhumaines, fascistes, arriérées et impitoyables du régime raciste d'apartheid ont forcé de nombreuses femmes à quitter la mère patrie,

Reconnaissant que les mouvements de libération d'Afrique australe ne disposent pas de suffisamment de moyens pour promouvoir l'intégration des femmes au développement,

1. Recommande que les gouvernements de la sous-région et les organisations internationales soient priés instamment de condamner dans les termes les plus forts ce régime raciste dégradant;
2. Demande aux gouvernements de comprendre la situation de ces femmes et de leur offrir le droit d'asile;
3. Appelle les gouvernements et les institutions internationales à offrir aux réfugiées d'Afrique du Sud et de Namibie les moyens de tirer pleinement parti de toutes leurs possibilités afin qu'elles préparent un système social au sein duquel les femmes pourront pleinement participer;
4. Appelle en outre les gouvernements et les institutions internationales à contribuer à l'élaboration et au financement de programmes d'intégration des femmes au développement auxquels pourraient participer des réfugiées de l'Afrique du Sud dominée par l'apartheid.

ANNEXE II

Motion de remerciements au Gouvernement de Sa Majesté la Régente et au peuple du Royaume du Swaziland

Le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement, lors de sa troisième réunion tenue à Mbabane (Swaziland) du 15 au 19 mars 1983,

Considérant que les efforts déployés par le Gouvernement de Sa Majesté la Régente du Royaume du Swaziland et l'atmosphère créée pour cette troisième réunion du Comité ont beaucoup contribué au succès de la réunion,

Reconnaissant que le Comité sous-régional offre aux Etats membres de la sous-région la possibilité de discuter et de concevoir collectivement des stratégies nécessaires pour faire progresser les femmes,

Reconnaissant en outre que le Comité constitue un forum qui permet à chaque pays de bénéficier des expériences des autres en matière d'intégration des femmes au développement et de développement en général,

Notant avec satisfaction le discours stimulant présenté par M. A.K. Hlophe, Ministre de l'agriculture et des coopératives,

1. Exprime sa gratitude envers le Gouvernement de Sa Majesté et le peuple du Royaume du Swaziland pour leur chaleureuse hospitalité et les préparatifs qui ont assuré le succès de la réunion;
2. Demande à la Présidente de la réunion de transmettre cette motion de remerciements à Sa Majesté la Régente, au Gouvernement et au peuple du Royaume du Swaziland.

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS1. ANGOLA

Ms. Deolinda B. Dalmeida Boubacar, Head of Department for International Co-operation in the Ministry of Planning and Collaborator in the Department of External Relations in the Angola Women's Organisation (OMA) Luanda, Angola.

2. BOTSWANA

Mrs. Nozipho Sekgoma, Assistant Director (Women) Botswana Government Ministry of Home Affairs, P/Bag 002, Gaborone, Botswana.

3. DJIBOUTI

- (i) Ms. Martha Mamozai, Conseilliere Technique, Union Nationale des Femmes de Djibouti, (UNFD) B.P., 127
- (ii) Ms. Sirad Adris Issa, Adjoint de ala directrice de l'Union, B.P. 127

4. ETHIOPIA

Ms. Nigat Mengesha, Chairperson of the Inspection Committee of REWA Revolutionary Ethiopia Women's Association (REWA) Box 30102, Addis Ababa, Ethiopia.

5. KENYA

- (i) Miss. Josephine Ajena Omido, Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 30551, Nairobi.
- (ii) Ms. Jane Were, Social Development Officer, P.O. Box 30551, Nairobi.

6. LESOTHO

- (i) Mr. Mike Mhlanga, Acting Director Women & Youth, P.O. Box 527, Maseru
- (ii) C.M. Mosae, Director of Planning and Management Division, Ministry of Cooperatives and Rural Development, P.O. Box 686, Maseru.

LESOTHO

- (iii) Alixe Malikeleli Mokokoane, Commissioner Women's Bureau, Upper Thamae P.O. Box 527, Maseru 100.
- (iv) K. Borger Poulsen, Adviser, Women's Bureau, UNDP, P.O. Box 301 Maseru.

7. MALAWI

Mrs. E. Kalyati, Chief, Social Welfare Officer, Office of the President and Cabinet, Community Services, P/B 330, Lilongwe.3.

8. MAURITIUS

Ms. Krishnawtee Beegun, Administrative Officer, Ministry of Women's Rights and Family Affairs, Port Louis, Mauritius. Tel. 082151.

9. SEYCHELLES

Ms. Barbara Quan-Yat-Coune, Continuing Education, Seychelles Polytechnic, P.O. Box 77, Republic of Seychelles.

10. SWAZILAND

- (i) Dr. Lydia Makhubu, Professor of Chemistry, University of Swaziland, P/B Kwaluseni, Swaziland.
- (ii) Ms. Christabel Motsa, Senior Home Economics Officer, Ministry of Agriculture, P.O. Box 162, Mbabane.
- (iii) Dr. Cynthia Magagula, Lecturer/University of Swaziland, University of Swaziland, P/B Kwaluseni, Swaziland.
- (iv) Ms. Sibongile Mdiniso, Principal Social Welfare Officer, Ministry of Home Affairs, P.O. Box 432, Mbabane.
- (v) Ms. Beauty S. Hlophe, Internal Auditor, (CBS), P.O. Box 546, Mbabane. Tel. 43221 (home) & 43190 (work)

SWAZILAND

- (vi) Ms. Dumisile Shiba, Women in Development Project, Community Development Officer, P.O. Box 42, Entfonjeni, Tel. 71286, Piggs Peak.
- (vii) Ms. Tsenjiwe Dlamini, Project Manager, Ministry of Agriculture, P.O. Box 162, Mbabane.
- (viii) Ms. Fikile L. Nkambule, Audit Clerk, Central Bank of Swaziland, P.O. Box 546, Mbabane, tel. Work 43221, Home 42259.
- (ix) Ms. Lilly Dhlamini, Nursing Sister, P.O. Box 1119, Mbabane.
- (x) Ms. Sizakele Siza Mkhabela, Trainer in Small Scale Industry, Mbabane. P.O. Box A186 Mbabane, Swaziland.
- (xi) Madzandza Kanya, Senior Inspector of Schools, Ministry of Education, P.O. Box 39, Mbabane.
- (xii) Faith T. Khumalo, Inspector of Schools, Ministry of Education, P.O. Box 39, Mbabane.

11. SOMALIA

Ms. Batula Hassan Ali, Secretary of Foreign Relation, Somali Women Organization, P.O. Box 1740, Mogadishu, Tel. 39042/58

12. TANZANIA

- (i) Hon. Anne Semamba Makinda, (MP) Minister of State in Prime Minister's Office, Tanzania, Tel. 25716 Box 3021, Dar-es-Salaam.
- (ii) Ms. Nancy Elly Tesha, Assistant Director, Community Development Department, Prime Minister's Office, P.O. Box 980, Dodoma, Tanzania. Tel. 23320.

13. UGANDA

Ms. Marjorie Dungu, Principal Community Development Officer, Ministry of Culture and Community Development, P.O. Box 7136, Kampala, Tel. 54253/58867.

14. ZAMBIA

Ms. Mary Kazunga, Member of National Machinery, Box 50115, C/O Y.W.C.A.
Lusaka, Tel. 254751/252726.

15. ZIMBABWE

- (i) Ms. Mercy Sharon Dikito, Director Planning, Ministry of Community Development and Women's Affairs, Private Bag 7735, Harare, Tel. 792351/2/3/4.
- (ii) Ms. Mabel Rudo Chiliga, Administrative Officer, Ministry of Community Development and Women's Affairs, Equal Opportunity and Legal Affairs, Private Bag 7735, Causeway, Harare, Tel. 792351/2/3/4.

OBSERVERS

- (i) Mrs. B. Dlamini, UNDP, Mbabane
- (ii) Mr. P. Malafa, Director, UNIC, P.O. Box 32905, Lusaka
- (iii) Ms. Maria Hangula, Nurse at UN Institute for Namibia, Box 33811, Lusaka, Tel. 216468.

OTHER OBSERVERS

- (i) Joyce Sifuba, P.O. Box 2412, Dar-es-Salaam, Tel. 27397. - (PAC - Azania)
- (ii) Ms. Florence Mophosho, P.O. Box 2, Lusaka - (ANC - South Africa)
- (iii) Susan Nghidinwa, P.O. Box 30575, Lusaka, Tel. 215937 - (SWAPO - Namibia)

RESOURCE PERSON

Ms. Simanga Khumalo, Lecturer/University of Swaziland, P/B Kwaluseni,
Swaziland.

SECRETARIAT

- (i) Ms. Victoria D. Mwanwaja, Co-ordinator, Women's Programme, ECA/MULPOC/Lusaka, P.O. Box 30647, Lusaka, Zambia, Tel. 214710/214547
- (ii) Ms. Daria P. Tesha, Social Affairs Officer and Liaison Officer for Lusaka MULPOC Women's Programme, ECA/ATRCW, P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia Tel. 447200.